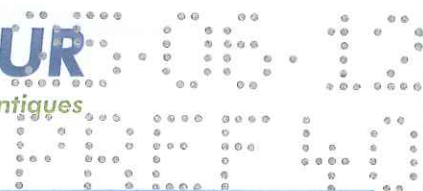




INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jeudi 31 mai 2012 à 10h00

Salle Henri Lavielle
au Conseil Général des Landes

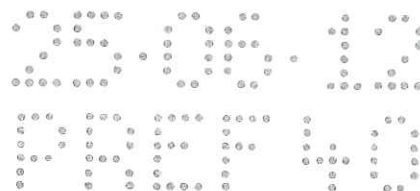
EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : MM. BEAUQUESTE, DUBERTRAND, DUZER, VERDIER, CASTET, DARRIEUX, FAUQUE, LAJUX, CABE, COUTURE, LAHOUN, SUBSOL, AUROY, CASTAINGS, CHANTRE, PASTOURET et SOUDAR.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : Mme LAFITTE.

Etaient excusés : MM. GUILHAS et PAYROS

DOSSIER II - PROGRAMME D'ACTIONS



2) Rivières

Dossier seuil de Denguin

Exposé des motifs :

Le seuil de Denguin-Tarsac présente des difficultés pour le franchissement par les poissons, les travaux initialement prévus en 2011 n'ont pu se réaliser.

Un premier coût estimatif des travaux avait été établi, sur la base d'un avant-projet, à 575 000 €, coût qui s'est avéré sous-estimé.

Des reconnaissances géotechniques complémentaires sur site ont permis d'affiner l'estimation et le rapport d'études, qui inclut le projet définitif, prévoit désormais 930 000 € HT de travaux.

Par ailleurs, l'accès au seuil est conditionné à l'accord du propriétaire du fonds voisin qui souhaite obtenir au préalable l'aval de l'Institution sur son projet d'installation de microcentrale.

Si la réglementation sur le Gave de Pau interdisait jusqu'à présent ce type d'installation, le futur classement, qui entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 2014, devrait le permettre. L'Institution Adour ne s'est, à ce jour, pas positionnée sur le dossier des microcentrales hydrauliques dont les études démontrent des apports en termes d'énergie propre mais des difficultés au niveau de la continuité écologique.

Après explications complémentaires des services,

Après avis favorable des commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- De suspendre l'exécution de l'opération pour compléments d'informations
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision
- D'autoriser le président, ou son représentant, à résilier le cas échéant les contrats en cours
- D'autoriser les services à travailler sur la question de l'hydroélectricité et à proposer un positionnement de l'Institution Adour sur cette question lors d'un prochain Conseil d'Administration

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER